

Toujours en convalescence de la grippe, John a eu beaucoup de temps pour réfléchir à l'économie de la vie en prison en dormant ou en lisant pendant le temps de la cour le 7 juin. La seule fois où il est sorti du lit, c'est lorsque Lebuy l'a obligé à se rendre à l'infirmerie, où il a reçu du paracétamol et quelques autres pilules, et lorsqu'il a voulu préparer de la nourriture ou en prendre dans le congélateur. John a été traité exceptionnellement ce jour-là, car tous les autres de la cellule 118B ont été chassés de leurs cellules par Lebuy et envoyés dans la cour. Pourtant, il savait qu'il était toujours parmi les captifs. Pendant la journée, John n'a vu que Miami 1, qui lui a apporté une banane, et a eu quelques brèves intrusions de la part du vagabond César 1, qui a informé John qu'il n'avait pas non plus été vacciné contre la Covid-19, et de Juan 1, qui venait de rentrer d'une audience qui avait prolongé la période de découverte de son dossier de soixante jours. Quelques minutes avant l'enfermement, Jimmy 1 et d'autres s'affairaient à cacher leurs téléphones portables parce qu'ils avaient entendu et cru un rapport aberrant - diffusé par Miami 1 (selon Kens 1) - sur une descente imminente dans les cellules. Seul un petit pourcentage de ce que l'on entendait en prison pouvait être considéré comme exact. Tout comme le livre qu'il était en train de lire, qui l'a amené à douter de l'histoire officielle qu'il avait apprise sur l'implication américaine dans la Première Guerre mondiale, l'expérience de John en prison l'a poussé à remettre en question davantage de doctrines économiques qu'il avait apprises, en particulier sur les biens dits publics et le problème du passager clandestin. En théorie, les biens publics ne seraient pas produits par le marché car les consommateurs, en tant que passagers clandestins, ne paieraient pas pour ces biens qu'ils pourraient utiliser gratuitement. L'économie orthodoxe postule alors que l'État doit produire ces biens car il ne permet pas à un individu de monter à bord d'un service ou d'un bien sans en avoir d'abord payé le prix. La question pour John était la suivante : l'État résout-il réellement ce problème ? En prison, il y a de nombreux passagers clandestins, et John a dû le tolérer. Par exemple, John a acheté de la nourriture, de l'eau, des médicaments, du vin et d'autres commodités et a dû les partager avec ses "collègues" car la survie dans ce genre de monde exige de partager le fardeau. S'il ne le faisait pas, il souffrirait à juste titre, car les autres détenus se vengeraient de lui. Il y avait aussi les bénéficiaires de la cellule 118, qui ont profité du "coût d'assurance" de John, qui a payé pour des choses comme la lessive, l'eau chaude et l'électricité. Cela a soulevé la question de la mesure dans laquelle John devrait payer seul ou souffrir simplement parce qu'il ne voulait pas que d'autres profitent du système. En pratique, le parasitisme était simplement un coût supplémentaire à la prime normale qu'il payait pour vivre un peu plus décemment que ce qui serait autrement le cas dans l'enfer terrestre. Outre le coût supplémentaire impliqué, les passagers clandestins étaient, par conséquent, non pertinents dans l'achat de « l'assurance » en prison qui augmentait la sécurité ou la qualité de vie de John. De même, les personnes plus riches ont tendance à vivre dans des quartiers chics du centre-ville ou des banlieues, sans pour autant écarter le fait que quelques-uns des plus riches vivent dans des zones rurales. Par conséquent, si la majorité des riches paient plus, ils vivent aussi mieux et développent une classe sociale supérieure qui n'inclut pas les passagers clandestins. En d'autres termes, ils ont des gains non pécuniaires en étant les payeurs de primes, ce qui se manifeste par un statut social plus élevé et, en prison, en particulier, par la réception de services de main-d'œuvre subalterne et qualifiée qui leur sont bénéfiques. Encore une fois, le principe du « pas de repas gratuit » (*no-free-lunch*) tient la route, car les payeurs récoltent des bénéfices indirects ou accessoires en étant des assurés. Par conséquent, les personnes plus riches achèteront des services de défense contre une agression étrangère ou nationale, que les passagers clandestins bénéficient ou non de l'externalité positive d'être protégés avec eux sans payer. En somme, les cas de parasitisme en prison ne peuvent pas être utilisés pour justifier la nécessité pour l'État de fournir des biens publics, en particulier la justice pénale et la défense. En effet, en prison, les marchés assurent la défense sans résoudre le soi-disant problème du passager clandestin.